

Espoirs naissants

Les soulèvements arabes ont sans doute enclenché un processus de transformation durable dans la région

Marwan Muasher



PHOTO REPRODUITE AVEC L'AUTORISATION DU CARNEGIE ENDOWMENT FOR INTERNATIONAL PEACE

LES SOULÈVEMENTS ANTIGOUVERNEMENTAUX qui ont éclaté en Tunisie à la fin de 2010 et vite gagné la majeure partie du monde arabe n'ont manifestement pas conduit à l'instauration rapide de régimes démocratiques que beaucoup avaient espérée. Presque tous les pays concernés ont renoué avec la mauvaise gouvernance qui prévalait il y a près de sept ans et qui a nourri la révolte dans l'ensemble de la région.

En Libye, en Syrie et au Yémen, les manifestations de rue se sont révélées peu efficaces pour mettre en place des institutions étatiques, et ces pays restent en proie à des troubles civils et des conflits armés. En Égypte, les forces contre-révolutionnaires l'ont emporté dans l'instauration d'une stabilité provisoire, et souvent illusoire, qui n'a pas permis de remédier aux difficultés socioéconomiques de l'Égyptien moyen. Les États du Golfe ont résisté, au départ, à la vague de changement par des moyens financiers — bien que leurs ressources diminuent actuellement — sans permettre aux citoyens désireux de participer au processus de décision de faire utilement entendre leur voix.

En Jordanie et au Maroc, les gouvernements ont apaisé leurs administrés en adoptant des réformes ponctuelles sans effet voulu sur la structure du pouvoir tout en attisant les craintes de la population de voir les manifestations provoquer les mêmes effets que dans les pays voisins — Égypte et Libye pour les Marocains, et Égypte et Syrie pour les Jordaniens. Ils ont rétabli le statu quo ante sans s'attaquer fondamentalement aux problèmes pressants auxquels leur pays devait faire face.

Ce n'est qu'en Tunisie que les manifestations ont déclenché une nouvelle phase de construction étatique grâce à un processus d'accord consensuel, mené par la société, sur un nouveau contrat social.

Une transformation trop longtemps différée

Mais si ce qu'il est convenu d'appeler le Printemps arabe n'a pas réussi à bousculer le statu quo, il a peut-être enclenché, comme en Tunisie, un processus de transformation attendu de longue date. Celui-ci se déroulera sans aucun doute sur plusieurs décennies, mais s'il est bien géré, il pourra conduire à l'avènement de sociétés plus ouvertes et méritocratiques dans l'ensemble de la région.

En effet, l'aspiration à une meilleure gouvernance est toujours aussi vive. Les contrats sociaux qui régissent la majeure partie du monde arabe depuis des générations sont en train de se fissurer malgré la prévalence persistante des anciens régimes. Ces contrats, le plus souvent imposés par les autorités plutôt que le fruit d'accords consensuels entre groupes sociaux, reposaient sur les deux grands piliers de l'économie dite de rente. Le premier pilier était axé sur l'idée qu'il incombe aux États de fournir principalement des emplois, des services suffisants en matière de santé et d'éducation et des subventions pour les denrées essentielles — des largesses rendues possibles par les recettes pétrolières. En retour, les citoyens acceptaient le deuxième pilier, à savoir l'absence de participation significative à la gestion des affaires.

Ces contrats sociaux ont fonctionné sous une forme ou sous une autre tant que le premier volet du marché était bien respecté. Mais dès que les États sont devenus pléthoriques et n'ont plus été en mesure d'offrir des services et des privilèges suffisants tout en continuant d'insister sur une représentation moins que significative de leurs

administrés, les contrats se sont effondrés. Certains gouvernements ont essayé de s'attaquer aux seuls problèmes économiques, en imposant les réformes économiques nécessaires tout en continuant d'empêcher les réformes politiques et le développement d'un système de poids et contrepoids. Sans frein, la corruption s'est bien sûr envolée. La situation est devenue insupportable pour beaucoup, et la population est descendue dans la rue.

Les cours du pétrole, qui devraient continuer de baisser dans un avenir prévisible, vont précipiter la disparition de l'économie de rente, qui a prolongé l'existence d'États inefficaces pendant des décennies. Les pays producteurs de pétrole ne peuvent plus jouer le rôle d'États-providence pour leurs habitants, tandis que les pays importateurs de pétrole ne peuvent plus dépendre de dons accordés par les États producteurs de pétrole — ou des fonds envoyés par leurs ressortissants qui travaillent dans ces pays — pour financer des systèmes protecteurs. C'est à leurs risques et périls que pays producteurs et pays importateurs de pétrole tournent le dos à une transition vers des systèmes de méritocratie et des gouvernements redevables.

Cette transition pour sortir le monde arabe du bourbier dans lequel il se trouve semble aller de soi, mais elle est bien sûr plus facile à énoncer qu'à réaliser. Les décennies d'existence de l'économie de rente ont créé des mille-feuilles politiques de droits acquis dont les détenteurs n'ont guère intérêt à adopter des systèmes responsables et méritocratiques, susceptibles de leur faire perdre leur position et leurs privilèges. L'économie de rente a aussi engendré des bureaucraties inefficaces qui sont peu désireuses ou incapables de passer à des systèmes économiques plus productifs. Il est également difficile d'habiliter des pans entiers de la société — tributaires depuis longtemps des emplois, services et subventions fournis par l'État — à être autonomes et à concourir pour des emplois dans le secteur privé. Une volonté politique soutenue est indispensable à une transition politique et économique progressive vers l'instauration de sociétés stables et prospères — et cette volonté semble très largement faire défaut dans la région actuellement.

Le modèle tunisien

La Tunisie a toutefois montré que le changement n'est pas impossible. Mais au vu de ses particularités — classe moyenne importante, syndicat indépendant, succession de victoires pour les droits des femmes et opposition islamique modérée —, il y a probablement peu de chances que son expérience soit bientôt reproduite dans un autre pays arabe. La Tunisie a pris des mesures qui pourraient inspirer une société arabe cherchant à établir une nouvelle logique conduisant à la stabilité et à la sécurité. Les Tunisiens ont montré qu'il faut d'abord s'accorder sur un nouveau contrat social qui définisse et garantisse les

droits de toutes les composantes de la société, laïques et religieuses. La Tunisie est parvenue à un accord au prix de négociations et de compromis difficiles entre ces différents groupes plutôt qu'à la faveur d'une solution insoutenable imposée par les pouvoirs publics, la majorité ou une puissance étrangère, comme les États-Unis en Iraq.

La nouvelle constitution tunisienne défend les droits de toutes les composantes de la société, veille à ce qu'aucun groupe ne puisse imposer son mode de vie aux autres et adopte résolument le principe du transfert de pouvoir par des moyens pacifiques. Fruit des décennies de lutte menée par les femmes pour l'égalité des droits en Tunisie, cette constitution leur accorde l'égalité devant la loi beaucoup plus largement qu'aucune autre dans le monde arabe et ouvre la voie à l'instauration de l'égalité entre tous les

Une volonté politique soutenue est indispensable à une transition politique et économique progressive vers l'instauration de sociétés stables et prospères.

citoyens, indispensable au développement harmonieux de toute société. De façon non moins importante, la Tunisie a prouvé qu'islam et démocratie ne sont pas antinomiques et que laïcs et religieux peuvent admettre que le cadre régissant les affaires politiques est un document d'inspiration humaine et non divine.

La Tunisie est certes loin d'avoir atteint la stabilité ou la prospérité. Elle se heurte à de graves problèmes politiques, économiques et sécuritaires, mais elle s'y attaque dans un cadre solide, celui de la nouvelle constitution qui guide son action. C'est pourquoi le modèle tunisien est important et doit être soutenu par la communauté internationale — financièrement et techniquement. La réussite du modèle tunisien peut guider l'action des autres pays de la région s'ils décident de modifier leur discours actuel. Son échec aurait aussi des répercussions bien au-delà des frontières nationales.

Le passage d'un modèle d'économie de rente à un modèle fondé sur le mérite et la productivité doit s'effectuer progressivement. Les moteurs de la croissance doivent lentement se déplacer vers le secteur privé, qui devrait être le principal pourvoyeur d'emplois, l'État devant fournir les services d'éducation et de santé et réguler l'activité économique. Tous les citoyens doivent disposer des outils leur permettant d'être compétitifs grâce notamment à un système éducatif modernisé, ouvert et inclusif.

Tunisiens agitant des drapeaux lors d'un rassemblement organisé sur l'Avenue Habib Bourguiba à Tunis pour marquer le sixième anniversaire de la révolution de 2011.



Il faut rejeter l'idée que la réforme économique peut aboutir sans créer à la fois des institutions politiques et un système de poids et contrepoids. L'approche axée uniquement sur l'économie qui a été suivie pendant des décennies a échoué misérablement dans le monde arabe. Les nouveaux contrats sociaux doivent concilier les problématiques économiques et politiques pour amortir le choc des réformes économiques qui s'imposent. Il est indispensable de permettre aux citoyens de faire utilement entendre leur voix et de les inclure dans le processus de décision.

Fin de l'ère du pétrole

Ce processus douloureux est pratiquement inévitable, car l'ère pétrolière touche à sa fin dans le monde arabe. Et c'est là où le rôle des institutions financières internationales comme la Banque mondiale et le FMI devient délicat. En règle générale, leur mandat leur interdit pratiquement de

s'attaquer aux problèmes politiques, or se centrer exclusivement sur des réformes économiques lentes et progressives ne produit que peu de résultats positifs. Pour continuer de jouer un rôle pertinent dans cette phase de transformation du monde arabe, ces institutions doivent trouver de nouvelles façons d'aider les pays à réussir sur la voie du développement. Depuis quelques années, par exemple, le FMI et la Banque mondiale collaborent avec la société civile, s'intéressent aux moyens de lutter contre la corruption et encouragent de meilleurs systèmes éducatifs et sanitaires. Ils devront redoubler d'efforts lorsqu'ils s'engageront dans des programmes de réforme économique auprès des pays arabes.

Les soulèvements arabes ont montré qu'une conception moderne de la citoyenneté fait défaut dans la région. L'ancien paradigme selon lequel les citoyens étaient considérés comme des sujets incapables à intervenir utilement dans la gestion de leurs propres affaires doit être abandonné.



La notion d'égalité de tous les citoyens, quel que soit leur sexe, orientation politique, religion ou origine ethnique doit être inscrite dans tout nouveau contrat social. Ce n'est qu'en inculquant à tous ses citoyens la conviction qu'ils sont égaux en droit qu'une société peut leur permettre de réaliser pleinement leur potentiel. Beaucoup de pays arabes ont encouragé des formes restreintes de nationalisme renforçant la prééminence de certains groupes. Ils doivent plutôt s'efforcer de construire de fortes identités nationales éclipsant toute autre allégeance. La diversité culturelle, ethnique et religieuse du monde arabe doit être considérée comme une force plutôt que comme une faiblesse pour que ces sociétés évoluent harmonieusement.

Religion et laïcité

Les soulèvements ont relancé le débat dans le monde arabe sur la question de savoir si les nouveaux cadres

de gouvernance doivent être religieux ou laïques. L'apparition de groupes radicaux comme l'État islamique et d'autres acteurs non étatiques a incité des groupes islamiques plus modérés, tels que les Frères musulmans, à déclarer leur nette préférence pour un État «civique» pour éviter l'emploi du terme «laïque». La plupart des habitants de la région associent ce terme à l'athéisme et à une séparation totale du religieux et du politique. Les forces laïques et religieuses ont beau se déclarer en faveur d'un État civique, le diable se cache dans les détails. En dehors de la Tunisie, le débat reste très axé sur le principe d'un seul gagnant plutôt que sur la

La diversité culturelle, ethnique et religieuse du monde arabe doit être considérée comme une force plutôt que comme une faiblesse.

recherche d'un pluralisme assurant à tous les groupes le droit d'agir pacifiquement et empêchant l'un d'eux d'imposer ses préférences à tous les autres.

Pour que la région ait le moindre espoir d'établir des sociétés pluralistes, elle doit avant tout se consacrer sans tarder à réformer l'éducation. La réforme doit aller au-delà de mesures quantitatives, telles que l'installation d'ordinateurs ou la construction d'écoles, pour s'intéresser aux valeurs et aux compétences enseignées et aux méthodes utilisées. Une nouvelle logique doit être mise en place pour enseigner et encourager l'esprit critique, permettre la remise en question des enseignements et inciter les élèves à penser logiquement et à se montrer curieux. Les écoles doivent enseigner la valeur de la diversité et faire bien comprendre que la vérité n'est pas absolue, qu'il est très essentiel de tolérer la diversité d'opinions et que l'appréciation de points de vue différents est la clé de l'innovation et du renouveau. Il va sans dire que ces valeurs sont indispensables au pluralisme, à l'égalité des citoyens et à des États civiques.

Les soulèvements ont ôté la chape de plomb qui couvrait les sociétés arabes et qui les gardait artificiellement stables en dissimulant les défis réels que la région devait relever. Le seul cheminement possible pour atteindre la stabilité et la prospérité passe par un long et douloureux processus de renforcement des institutions et de partage du pouvoir ainsi que par une croissance plus inclusive. **FD**

MARWAN MUASHER est vice-président chargé des études au Carnegie Endowment for International Peace.